

Communiqué de presse des éluEs EELV du Conseil régional d'Ile-de-France

**Subvention de Villages Nature : 47 millions publics pour un projet de tourisme de luxe? Les écologistes répondent non!**

Pour les écologistes, c'est toujours non! Non au financement public massif d'un projet de tourisme de luxe déjà couteux pour les finances publiques puisqu'il repose sur la défiscalisation.

Le projet "Villages Nature" avait été initié il y a dix ans par Eurodisney et Pierre & Vacances. Ce centre de luxe prévoit la création d'hébergements individualisés et d'équipements de loisirs sur 170 hectares et trois communes de Seine & Marne : Bailly Romainvilliers, Villeneuve le Comte et Coutevroult.

Sous couvert d'aide à la création d'emplois, ces promoteurs privés demandent à la région des aides pour financer les infrastructures routières nécessaires à l'accès au site ainsi que pour mettre en place un projet de géothermie... qui chauffera à 30°C un lagon extérieur. Des aménagements qui ne bénéficieront en aucun cas aux habitants du territoire, vers lesquels doit être orientée en priorité l'action régionale.

"A l'heure où les bases de loisirs et les Parcs naturels, pourtant plebiscités par les Francilien/nes, risquent de voir leurs budgets amputés, il est impensable que la Région paye sans sourciller six millions pour chauffer un lagon artificiel!" s'indigne Mounir Satouri, président des élu/es écologistes.

Au final, c'est 47 millions d'euros que la région pourrait être amenée à apporter à ce projet. Les écologistes qui ont présenté ce jour une motion de rejet de la participation régionale à ce projet continueront de voter contre toute subvention pour Villages Nature. Ils souhaitent que l'argent public aille en priorité aux Parcs Naturels Régionaux par exemple ou au soutien des associations actuellement en grande difficultés\*, ce qui permettrait le maintien ou la création de nombreux emplois réels et durables.

Contact presse : Agathe Remoué au 06 69 12 79 14

\* Une enquête du [collectif des associations citoyennes](#) montre que 30 à 40 000 emplois pourraient disparaître dans les associations